

## HKS Histoire (A. Marchant, 2024-2025)

### Chapitre 10 : La Grande Guerre (1914-1919) 2/2 : de la mobilisation totale à la victoire finale (1917-1919)

**Introduction :** Dès 1915, les Etats ont perçu que la guerre nouvelle était de nature industrielle et qu'il fallait prendre en charge une économie de guerre d'un genre inédit. De même, par sa violence extrême, la guerre totale ne respecte aucune convention (comme celles définies à la Conférence de La Haye de 1899 sur l'idée d'un droit international et signées entre Etats européens, Russie comprise), « règle » de la guerre ou encore le « droit des gens » comme en parlent depuis le XVI<sup>e</sup> siècle les juristes préoccupés par les malheurs de la guerre (comme Hugo Grotius). Il faut vaincre l'ennemi jusqu'à sa destruction complète : pas de paix de compromis, il faut anéantir l'adversaire, dans un conflit fortement idéologique. De plus, la radicalisation de la violence provoque de la surenchère et encore plus de violence. Les guerres totales deviennent rapidement des processus incontrôlables et semblent ne plus devoir s'arrêter : la Grande Guerre est interminable et devient vite une boucherie absurde. La lassitude gagne certes la population civile en 1917, année d'une triple crise militaire, sociale et politique (comme dans d'autres pays), mais la remobilisation a lieu et à quelques semaines de l'armistice de 1918, la guerre semble toujours devoir durer.

Examinons dans ce chapitre I/ la mobilisation économique et ses limites dévoilées par la grande crise de 1917 qui voit la rupture de l'Union sacrée, II/ la sortie de guerre, de l'armistice « précipitée » de novembre 1918 au Congrès de Versailles qui s'achève par le controversé traité du même nom en juin 1919.

#### I/ La guerre totale et ses limites : l'économie de guerre et les crises de 1917

##### A/ Une mobilisation totale de la société et de ses ressources productives

###### 1/ L'Etat et l'économie de guerre

*Une prise en charge de la guerre par le régime parlementaire.* Malgré le contexte de guerre (totale), en France, le régime parlementaire continue de fonctionner « presque » normalement. En dépit de tensions entre civils et militaires (entre Viviani et Joffre au début de la guerre), ces derniers ont fini par se plier au jeu du contrôle politique et parlementaire. Malgré quelques petites restrictions (censure de la presse, Etat de siège décrété en 1914 et jamais levé avant 1919, volonté des militaires de garder le secret sur certaines opérations), la France n'a pas sombré dans la dictature militaire, la République ne s'est pas reniée. « La guerre est une chose trop sérieuse pour être laissée aux militaires » disait Clemenceau, appelé à la Présidence du Conseil fin 1917. Les commissions parlementaires continuent de siéger et de demander des comptes aux militaires. Le Parlement avait été ajourné lors de l'entrée en guerre en août 1914 mais les parlementaires sont rappelés dès décembre, quand commence la longue guerre de position. De même, le gouvernement et la Présidence de la République s'étaient réfugiés à Bordeaux, comme en 1870, mais dès décembre 1914, le déménagement est fait en sens inverse. Jusqu'en 1917, plusieurs gouvernements se sont succédés : Viviani, Briand, Alexandre Ribot, Paul Painlevé... Le contraste est saisissant avec l'Allemagne où, à partir de 1916, ce sont clairement les militaires qui dirigent, il n'y a plus de gouvernement civil jusqu'en octobre 1918, c'est l'état-major (dirigé par Hindenburg et Ludendorff à partir de

1916) qui prend toutes les décisions, militaires et politiques, sous l'autorité de l'Empereur. Même s'il y a toujours des Chanceliers (Bethmann-Hollweg jusqu'en juillet 1917 puis d'autres). En France, en revanche, le pouvoir parlementaire tient à suivre les opérations. Par exemple, Abel Ferry, député des Vosges, fait le va-et-vient en permanence entre l'armée, le Parlement et le front : c'est d'ailleurs là qu'il se fait tuer en septembre 1918, avec sa délégation parlementaire qui était venue tester de nouvelles armes.

*L'économie de guerre selon Albert Thomas.* La guerre doit être financée : emprunts nationaux (4 emprunts pendant la guerre, dont un grand emprunt-Or en 1915), avec édition de bons de défense nationale permettant de financer le conflit et garantissant aux souscripteurs un rendement futur de 5%. Il faut aussi mobiliser la main d'œuvre féminine dans les usines d'armement et les ateliers, effort industriel, le tout soutenu par la propagande qui diffusait un véritable imaginaire de guerre dans l'opinion publique. Mais l'Etat mobilise aussi les acteurs économiques dans le cadre d'une véritable économie de guerre. En France, on doit cet effort à Albert Thomas, socialiste réformiste, ancien proche de Jaurès, sous-secrétaire d'Etat à l'artillerie et à l'équipement militaire en 1915, puis ministre de l'Armement en 1916. Rompant avec la logique libérale antérieure, il développe un modèle d'« économie collective », fondée sur une collaboration entre industriels, armée et gouvernement : les entreprises conservent une large liberté d'action en l'absence de tout mécanisme de réquisition, mais l'Etat fixe les programmes de production et maintient un strict contrôle des prix. A la fin de la guerre, le contrôle de l'approvisionnement en matières premières et des transports permet à l'Etat de consolider son influence. L'augmentation de la production d'armement montre l'efficacité de ce système : en 1918, l'industrie française produit chaque mois 1000 pièces d'artillerie et quotidiennement 260 000 obus et 6 millions de cartouches. D'autres pays adoptent la même logique (Royaume-Uni) ou ont recours à des systèmes plus autoritaires de réquisitions, comme le « programme Hindenburg » qui est voté en Allemagne en décembre 1916 et qui définit un projet de « mobilisation totale » et de militarisation de l'économie, avec un gigantesque programme d'armement et l'introduction d'une obligation de travail pour l'ensemble de la population. Ce plan ambitieux ne sera toutefois pas appliqué en totalité.

*Des failles dans le dispositif : le cas des « profiteurs de guerre ».* Côté français, le modèle d'Albert Thomas n'est cependant pas sans failles : le dispositif de Thomas a été plus incitatif que contraignant : les industriels ont gardé beaucoup de souplesse et de liberté. Et ont continué à dégager sans vergogne du profit. En 1917, le publiciste anarchiste Mauricius publiait en ce sens une brochure intitulée *Les profiteurs de la guerre*. Il prend l'exemple des compteurs de vitesse lourdement surfacturés à l'Etat dans le cadre des commandes liées à la construction aéronautique : « On peut se demander quel degré d'incompétence ou de complaisance devaient avoir les fonctionnaires qui ont passé ce marché. Il est vrai que le gouvernement avoue lui-même que les constructeurs sont les véritables maîtres du pays ». Thomas reconnaît que certains prix demandés sont douteux, mais il faut passer outre en raison de l'urgence de la guerre et de ses besoins matériels. Selon l'historien Gerd Hardach, l'industrie est en position de force : elle « conservait le droit de la liberté de contrat, c'est-à-dire d'accepter ou de refuser les commandes d'armement, et elle obtenait ainsi la possibilité d'imposer dans la conjoncture de guerre des exigences de prix extrêmes ». La guerre consacre la puissance de fait quelques grands

patrons comme Louis Renault ou Ernest Mattern (Peugeot). Ou encore André Citroën qui passe dès février 1915 un marché d'un million d'obus livrables en juin. L'usine n'est construite qu'après coup ! En juillet, elle commence à fonctionner, quai de Javel à Paris, équipée de machines-outils commandées aux Etats-Unis et payées comptant. Citroën est un grand admirateur des Etats-Unis et du système tayloriste qu'il veut appliquer à la lettre. Les premiers obus sortent en août. Il faudra attendre 1918 pour un atteindre un rendement de 20 à 30 000 pièces par jour. En 1919, l'usine se reconvertit dans le domaine automobile pour être l'une des plus dynamiques des années 1920.

*Ingénieurs et scientifiques au service de la guerre.* Les ingénieurs sont aussi mis au service de l'effort de guerre : ils généralisent sans hésiter les principes de l'OST pour faire gagner la production en efficacité. Les scientifiques sont également mis à contribution : la Grande Guerre est une guerre de chimistes et les Allemands ont de l'avance en ce domaine. Durant toute la guerre, les équipes du Kaiser Wilhelm Institut à Berlin travaillent à la mise au point de nouveaux gaz de combat, sous la direction de Fritz Haber, prix Nobel de Chimie en 1918 (pour ses travaux d'avant-guerre...). Des gaz à base de chlore sont testés dès 1915 dans le secteur d'Ypres, puis des gaz qui tuent par contact (et plus seulement par inhalation) et paralysie du système neurologique comme le « gaz moutarde » ou « Ypérite » utilisé en 1917, encore une fois dans le secteur d'Ypres. Les alliés suivent ensuite les Allemands en copiant leurs découvertes. Les gaz sont d'abord utilisés en ouvrant des bombonnes lorsque les vents sont favorables (tactique maladroite et dangereuse car le gaz peut être redirigé par le vent sur l'émetteur), puis rapidement ils sont contenus dans des obus tirés sur l'adversaire saisi de peur-panique en voyant les gaz s'échapper des trous d'obus. Toutes les armées mettent au point en réaction des masques à gaz : d'abord de simples linges ammoniaqués sur la bouche puis de véritables masques avec système de filtration.

*Faire flèche de tout bois : des rapatriés au front ... aux animaux.* En 1918, l'industrie française de l'armement comprend 1,7 million d'ouvriers, contre 50 000 en 1914. Dont 430 000 femmes (munitionnettes), 50 000 militaires et 40 000 prisonniers de guerre. On n'a pas hésité, de fait, à faire travailler ces derniers, du moins une partie, l'autre étant envoyée dans les bagnes d'Algérie. De même, dès 1915, quand les dirigeants prennent conscience de la nature industrielle de la guerre, le rapatriement d'ouvriers qualifiés depuis le front est organisé par les loi Dalbiez de 1915 et Mourrier de 1917. Ces ouvriers chanceux se verront taxés d'« embusqués » (le surnom des planqués de l'Arrière ou des soldats affectés aux tâches administratives) par leurs camarades qui restent sous le feu dans les tranchées. Les ressources des campagnes ont aussi été ponctionnées : cultures et cheptel pour le ravitaillement de guerre mais aussi réquisition des chevaux de trait. La France a recensé en 1914 3,5 millions de chevaux et en mobilisera 1 million. Il y aura au total 1,1 million de chevaux tués au combat (civils et militaires confondus). De fait, toutes les ressources « animales » possibles ont été employées : des chiens ont été utilisés pour la recherche de survivants dans les tranchées après les batailles, et surtout des pigeons voyageurs, utilisés en grande quantité pour porter des messages. Le pigeon se dresse vite, se dirige vers son but "à vol d'oiseau", et il est difficile de l'abattre en plein vol (il passe facilement entre les balles et il faut être un chasseur aguerri pour le toucher). Il peut porter un message rapidement à l'autre bout de la ligne de front ou en zone occupée. D'ailleurs, à Lille, sera érigé après-guerre un monument à la mémoire des 20 000 pigeons

morts pour la France. Certains reçoivent des décorations comme le pigeon Le Vaillant qui porta un message important à Verdun, en pleine attaque chimique, et reçut une citation officielle pour sa bravoure. Toujours aujourd'hui, l'armée française entretient une escouade de 200 pigeons voyageurs, qui peuvent servir en cas de guerre et de coupure totale des moyens de communication.

## **2/ La mobilisation des femmes et des étrangers (européens, coloniaux et chinois)**

*Les femmes.* La Grande Guerre va faire employer massivement les femmes, au point qu'elle deviendra le symbole de l'entrée des femmes sur le marché du travail, ce qui est une erreur vu que beaucoup de femmes travaillaient déjà avant 1914 (cf chapitre 8). Mais elles sont obligées de se mettre ici au travail industriel, y compris dans les usines d'armement, à des postes d'ouvrières spécialisées (« ajusteuses », « tourneuses »). Le nombre de femmes travaillant dans les usines augmente progressivement et double la seule année 1916. Ainsi, en juin 1915 on compte 15 000 femmes dans les usines de guerre, en janvier 1916, 100 000, en juin 1916, 204 000, en décembre 1916 300 000 ... La mobilisation en 1914 a de fait entraîné une baisse de 20 % des effectifs de la main-d'œuvre masculine dans les usines. À partir de juillet 1916, l'emploi des femmes y est déclaré prioritaire. Elles travaillent dans des usines dont une bonne partie a été délocalisée, en raison de l'occupation de la France du Nord-Est. Les femmes font l'objet d'une formation courte (qui peut aller quand même jusqu'à deux mois) et elles sont payées, mais leur salaire est inférieur à celui des hommes. La part de la main d'œuvre féminine dans la métallurgie passe de 7 à 20%. La part de la main-d'œuvre féminine dans la population active salariée passe de 38,2 % en 1911 à 46% en 1918 et atteint 40 à 50% dans les régions les plus industrialisées. Les résultats sont excellents : les observateurs sont tous surpris des performances réalisées par les femmes. Mais cela joue sur leur perception : entre 1914 et 1917, de simples suppléantes dans les travaux agricoles en attendant le retour des soldats, elles deviennent les chevilles ouvrières de la mobilisation industrielle de grande ampleur imposée par l'extension de la durée de la guerre, puis l'extension de la mobilisation à toutes les générations, laissant des pans entiers de l'économie sans acteurs masculins. On passe de l'idée d'un remplacement temporaire pour parer au plus urgent à une mobilisation pour alimenter une machine de guerre. Il faut enfin souligner la présence dans les usines et les arsenaux de ... crèches (pour garder les petits) et même de salles d'allaitement ! Une loi du 5 août 1917 dispose d'en installer au moins une dans tous les locaux industriels. A noter au passage la préférence marquée des pouvoirs publics pour l'allaitement maternel qui limite beaucoup le taux de mortalité infantile par rapport aux enfants mis en nourrice. Et ce, dans un contexte où l'on craint toujours le dépeuplement du pays (cf chapitre 8). Les associations féministes jouent un rôle actif dans l'organisation de l'aide aux mères ouvrières : elles sont à l'origine de la création de « surintendantes d'usine » créées à la fin de la Grande Guerre : les surintendantes occupent un poste d'encadrement du personnel dans l'industrie et sont tenues de mettre en place les services sociaux à destination des ouvrières. Elles sont un intermédiaire entre le patronat et les salariées et ont pour rôle de veiller au bien-être de la main d'œuvre féminine. L'école des surintendantes d'usine est créée en 1917 sous l'impulsion d'Albert Thomas et du radical Léon Bourgeois et à l'initiative d'un groupe de 5 féministes dont Cécile Brunschvicg, vieille figure désormais du mouvement des suffragettes (orphelin d'Hubertine Auclert, décédée en avril 1914).

*Les étrangers.* L'Etat français prend, dans ces circonstances exceptionnelles, directement en charge l'organisation d'une immigration de travail conséquente, rompant avec la tradition d'un Etat libéral, n'intervenant qu'à la marge sur des migrations libres (comme avec la loi de 1893 sur l'enregistrement des travailleurs étrangers). L'Etat français négocie directement des contrats en 1916 avec l'Italie ou le Portugal (qui rentre en guerre au côté de l'Entente la même année), l'Espagne (neutre pendant le conflit) en 1917. Les autorités se tournent aussi naturellement vers les colonies. Les contrats ont pour principes, l'égalité des salaires avec les Français (mais primes et bonus ne sont en général pas versés). La durée d'engagement est variable : 6 mois (Portugais), 3 mois (Espagnols), 5 ans (Chinois, mais révocables unilatéralement côté français au bout de 3 ans), 1 an (Annamites de l'Empire). La prise en charge par l'Etat et/ou les employeurs privés porte aussi sur la nourriture et le logement, moyennant une ponction sur salaire. Au niveau des chiffres, on recrute 80 000 travailleurs d'Algérie, 35 000 du Maroc, 18 500 de Tunisie, 46 000 d'Indochine, 5 500 de Madagascar. On a recruté aussi 37 000 Chinois. Les chiffres sont sans doute sous-estimés. A cela s'ajoutent 100 000 Espagnols, 20 000 Portugais, 25 000 Grecs (en réalité beaucoup de réfugiés issus des minorités grecques de l'Empire Ottoman et persécutés par le gouvernement « Jeunes Turcs »), 20 000 Italiens. La moitié de la main d'œuvre étrangère et coloniale sert dans les industries de guerre, un tiers dans l'agriculture, le reste étant affecté à diverses tâches (terrassment, construction, emplois de services). Les étrangers auraient peut-être représenté 20% des travailleurs des usines de guerre, selon des historiens comme Laurent Dornel. Ils sont gérés par trois structures : le Service de la main d'œuvre agricole (SMOA), dépendant de l'Agriculture, le Service de la main d'œuvre étrangère (SMOE), dépendant du ministère de l'Armement puis du Travail, s'occupant de la main d'œuvre européenne ou « blanche », enfin le Service de la main d'œuvre coloniale et chinoise (SOTC), dépendant de l'Armement, puis du ministère de la Guerre. C'est là un organisme militarisé, où les sections correspondent chacune à une « race » de travailleurs. Il en résulte une grande différence de traitement. Les « Européens » sont relativement libres, bien que soumis à la carte d'identité pour étrangers introduite en 1917. Pour les coloniaux et les Chinois, l'encadrement est militarisé. La surveillance est mise en œuvre par un bureau des affaires indigènes dans chaque région militaire, avec contrôle de la correspondance et logements dans des camps situés à la périphérie des villes. La coexistence entre les communautés « coloniales » sur les sites de travail n'est pas toujours sans heurts, comme au Creusot qui concentre des milliers de travailleurs étrangers.

*Parenthèse : les étrangers combattants.* Ils sont aussi les bienvenus dans l'Armée, ce qui est autorisé par un décret du 4 août 1914. La loi du 6 août 1914 autorise la naturalisation des étrangers combattant pour la France sans condition de résidence. En revanche, la loi du 16 août 1915 exclut l'engagement des « sujets des puissances ennemies » (Allemands, Autrichiens et Hongrois). Environ 35 000 volontaires étrangers sont ainsi intégrés dans la Légion étrangère (dont 7 000 Italiens servant dans une « légion garibaldienne », 3000 « Russes » (Polonais), 2700 Grecs, 2600 Belges, des Espagnols, des Luxembourgeois... On notera la création d'une « légion tchèque » en 1917 ce qui n'est pas une entorse à la loi de 1915 car les minorités de l'Empire austro-hongrois ne sont pas concernées (surtout quand ces activistes nationalistes exilés prennent les armes contre l'Etat qu'elles estiment être une « prison des peuples » depuis longtemps). On peut évoquer le cas de Lazare Ponticelli (le dernier poilu

mort en 2008), immigré italien venu en France en 1907 à l'âge de dix ans, intégrant volontairement la « légion garibaldienne » en 1914 (mais devant retourner dans son pays pour servir dans l'armée italienne en 1915). Il sera naturalisé français en 1939. La France recrute également près de 6000 réfugiés arméniens fuyant la violence génocidaire déclenchée par le pouvoir Ottoman en 1916, dans une « légion d'Orient » (ou « légion arménienne ») servant sur les fronts d'Orient.

Le cas particulier des travailleurs chinois. Le gouvernement chinois renoue avec la tradition d'exportation de « coolies » (travailleurs chinois faisant l'objet d'une traite internationale au XIXe siècle). La Chine est neutre mais rentre (formellement) en guerre aux côtés des Alliés de l'Entente en 1917. A partir d'avril 1916, on recense environ 140 000 travailleurs chinois en France : 37 000 sont recrutés par les Français, arrivés par Marseille, mais 100 000 sont aussi recrutés par les Britanniques et ont transité vers le Havre. Avant 1914, on dénombrait moins de 300 Chinois en France. Les travailleurs chinois sont perçus à travers les stéréotypes raciaux en vigueur, désignés dans la presse comme « Orientaux », « Célestes », « Jaunes »... On les considère comme indisciplinés, peu dociles mais laborieux, bons commerçants et paysans et facilement soumis à l'autorité. Dans une *Instruction relative à l'emploi de la main d'œuvre chinoise* signée par le général français Famin en septembre 1916, on peut lire que les « Chinois sont en général grands et vigoureux, ils supportent également bien le froid et la chaleur. Ils se montrent le plus souvent sobres et laborieux. Aptes à devenir de très bons ouvriers, ils possèdent des facultés particulières d'assimilation et d'imitation qui leur permettent de se perfectionner rapidement dans leur métier ». On distingue également le « Chinois du Nord » (Pékin, Shandong) qui serait « souple, intelligent, patient, méticuleux, adroit et résistant ». Mais il faut se méfier des « anciens boys d'Européens » car réputés « joueurs, menteurs, voleurs à l'occasion et dangereux pour la discipline ». Les travailleurs chinois sous l'autorité britannique du *Chinese Labour Corps-CLC* sont répartis dans une centaine de compagnies regroupées dans des camps de taille variable et relativement proche du front (Nord, Pas-de-Calais, Somme). Ils sont mêlés au départ puis ensuite distingués de l'*Indian Labour Corps*. Côté français, les Chinois travaillent pour le ministère de l'Armement, distribués entre établissements publics ou privés (arsenaux, manufactures d'armes, poudreries), ou les Transports et les Mines, le Génie et l'Intendance. Schneider est le plus grand employé privé de Chinois, sur les sites du Creusot, d'Harfleur et de Châlons-sur-Saône. Fin 1917, le gouvernement français prête 500 travailleurs chinois à l'armée américaine. Mais les Chinois sont assimilés à la main d'œuvre coloniale (STOC). Or la main d'œuvre coloniale est plus surveillée, parfois maltraitée, et militarisée bien que constituée de civils à la base. Ils vivent dans des cantonnements sous garde militaire et se plaignent que le statut de « civil libre » (engagé volontairement) ne soit pas respecté. Les rapports avec la population locale sont houleux : au printemps 1918, des débitants de plusieurs localités refusent aux Chinois du tabac à fumer. En septembre 1918, le chef du Service central d'exploitation des ports de commerce de Cherbourg souligne « la répugnance invincible que montrent certains usagers du port à se servir de la main d'œuvre chinoise que je mets à leur disposition ». Il y a des rixes avec d'autres travailleurs coloniaux, à Bassens (janvier 1917), à Unieux (avril 1917) ou Marseille (mars 1918). Fin 1919, l'Association des travailleurs chinois de

France est fondée, comptant 1 500 adhérents en 1920. Quelques 2 000 travailleurs demeurent en France après la guerre et ont épousé une Française.

*La gestion des relations interraciales.* Les autorités politiques et militaires françaises, comme pour les tirailleurs africains, sont soucieux de maintenir une distance avec la population française. En 1918 : le général Aube, de la Direction des travailleurs coloniaux (ministère de la Guerre), insiste sur « les inconvénients que peuvent présenter les unions entre Françaises et ouvriers nord-africains ». Les relations amoureuses et les naissances auraient aussi été nombreuses avec les Annamites. Jules Mathorez, inspecteur des finances, écrira en 1922 dans *La Guerre et ses Conséquences ethnographiques en France* : la « venue en France de millions de combattants issus des cinq parties du monde, de réfugiés nés sous des cieux forts divers et de travailleurs provenant de contrées les plus variées, a provoqué des mariages mixtes et des naissances d'enfants illégitimes dans les veines de qui coule pour moitié un sang étranger ». C'est la première fois que le métissage devient un problème en métropole (il l'était déjà dans la société coloniale). Comme le souligne une circulaire du 15 juin 1917 : « Le problème de ces métis d'un nouveau genre ne serait pas sans provoquer en Indochine, dans les milieux français et indigènes, comme d'ailleurs dans les autres colonies françaises pour lesquelles la même question se pose avec autant d'intérêt, une surprise désagréable et même un certain mécontentement en raison des inconvénients graves qu'elle peut présenter pour notre influence et notre prestige ». Les autorités craignent une remise en question de l'ordre colonial, la perte du statut de Français des jeunes enfants (le père étant travailleur étranger), les risques pour les femmes françaises qui désireraient rejoindre leurs époux en Afrique du Nord ou en Afrique noire....

## **B/ Un coup d'arrêt (provisoire) à la logique de la guerre totale : la triple crise de l'année 1917 en France**

### **1/ Le contexte général**

*Le spectre de la défection russe.* Le scénario de crise ne concerne pas que la France : tous les pays belligérants connaissent ce sentiment de lassitude et de désespoir qui va jusqu'à déclencher une révolution en Russie. Au premier semestre 1917, les choses bougent sur le plan international mais, très vite, au lieu de laisser espérer une sortie du conflit, ces bouleversements géopolitiques ne font que renforcer a contrario l'incertitude. Jusqu'à la fin de l'année, la guerre s'enlise et toujours « rien de nouveau » sur les fronts, si ce n'est une grande quantité de morts chaque jour. La première incertitude concerne la Russie. En février 1917, une série de mutineries et de désertions massives dans l'armée, de l'agitation sociale à Saint Pétersbourg, des grèves et des manifestations, une insurrection politique conduisent à l'abdication du Tsar Nicolas II. Le gouvernement provisoire, constitué de bourgeois libéraux et de socialistes modérés, veut rassurer les alliés et déclare vouloir continuer la guerre (qui, par ailleurs, se déroule depuis 1915 sur le territoire de l'empire russe, ce qui invite à ne rien lâcher). Mais les Alliés ont conscience que la Russie finira par rendre les armes tôt ou tard : en juillet, une nouvelle offensive massive russe (« offensive Kerenski ») est un échec qui occasionne la mort de 60 000 soldats russes. Les désertions reprennent. Les Allemands décident de précipiter la dislocation russe en favorisant le retour en Russie de Lénine, alors exilé en Suisse, et que les services de renseignement allemands font voyager à travers

l'Allemagne en train blindé pour l'amener à Saint Pétersbourg. Mais il faut attendre octobre (novembre dans le calendrier grégorien) pour que les bolchéviques s'emparent du pouvoir et fondent un Etat communiste qui demande à sortir de la guerre.

*Une entrée en guerre américaine qui tarde à se concrétiser.* L'autre incertitude tient à l'entrée en guerre des Etats-Unis. La guerre sous-marine à outrance lancée en début d'année a vite poussé les Américains à bout (eux qui ont déjà été choqués par la mort de plusieurs centaines de civils américains dans le naufrage du paquebot Lusitania en 1915, torpillé par un sous-marin allemand). Depuis le début du conflit, l'opinion publique américaine est hostile à l'Allemagne (jugée coupable d'avoir ensanglanté un pays neutre : la Belgique) mais demeure isolationniste par tradition américaine (doctrine Monroe de 1823 : ne pas se mêler des affaires européennes). Mais la tension est montée : des bombes ont été déposées dans les usines d'armement américaines par des espions allemands (les Etats-Unis vendent des armes aux Britanniques et aux Français dès 1914). Et 200 navires ont été coulés dans l'Atlantique en trois mois, par l'action des U-boots et de commandants d'exceptions comme Lothar von Arnauld de la Périère (on notera au passage que les « héros » de guerre se retrouvent sur/sous les mers et dans les airs : dans les tranchées, aucune individualité ne se distingue dans le grand carnage). A cela s'ajoute l'étrange affaire du télégramme Zimmerman, intercepté en mars 1917. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Arthur Zimmerman, envoie un télégramme insensé au gouvernement mexicain lui promettant la « restitution » du Texas, du Nouveau Mexique et de l'Arizona, territoire perdus par le Mexique à l'issue de la guerre avec les Etats-Unis de 1848, s'il se rallie à la cause de l'Allemagne et prend à revers les Etats-Unis, en cas d'extension de la guerre. Le télégramme est intercepté par les Britanniques qui le transmettent aux Américains. Il est rendu public et provoque un choc considérable dans l'opinion publique américaine qui vire de bord et appelle à la guerre. Celle-ci est donc déclarée aux Puissances centrales le 6 avril 1917 et les troupes s'acheminent lentement vers l'Europe. Mais... très très lentement. Les Etats-Unis ne sont pas prêts pour la guerre. Leur armée de terre est famélique, leur marine est de meilleure qualité mais sans utilité sur le front occidental. Les soldats doivent être formés à la guerre industrielle moderne par les Français et les Britanniques, à l'Arrière des lignes et nul ne sait quand ils seront véritablement opérationnels, mais sans doute pas avant... 1918. Quant à l'économie de guerre américaine, elle doit encore se mettre en place, avec la conversion des industries civiles en industries militaires. Bref, l'entrée en guerre des Etats-Unis ne change absolument rien au rapport de force militaire en 1917. Elle introduit juste de l'incertitude : un espoir lointain pour les Alliés, une crainte lointaine pour les Allemands qui les incite à vouloir de plus belle l'effondrement de la Russie et la fin de la guerre à l'Est. Pour l'heure, le soutien américain est juste moral et psychologique. Le général américain Pershing se rend à Paris le 4 juillet 1917 au cimetière de Picpus aux cris de « La Fayette nous voilà ! ». Le message : les Américains sont là pour rembourser la dette qu'ils doivent à la France pour sa participation à leur guerre d'indépendance dans les années 1780. En attendant, la guerre d'usure caractérise les fronts toute l'année 1917, avec sa cruauté et son absurdité : à l'automne, les Britanniques parviennent à avancer de 10km en Belgique, à Paschendaele, mais – rappelons-le- au prix de 250 000 hommes, soit 25 morts par mètre.



## 2/ La crise militaire

*Les mutineries.* Mais la lassitude a gagné la France au printemps. En métropole, sur le front, l'offensive du chemin des Dames de 1917, lancée à la mi-avril entre Soissons et Reims, planifiée par le général Nivelle à la tête de l'état-major, est une nouvelle boucherie pour « rien » (après l'Argonne, la Somme, Verdun...) : 190 000 morts en deux semaines de combats. C'est l'offensive inutile de trop qui déclenche une vague de mutineries. C'est en apprenant qu'ils doivent repartir pour le plateau de Craonne pour charger à nouveau que les soldats du 18<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie refusent de monter dans les camions le 27 mai 1917. L'Etat-major attribue les mutineries à de la propagande « rouge » : les socialistes commencent à prendre leur distance avec la guerre en France et une révolution a éclaté en Russie en février 1917, chassant le tsar. Si le gouvernement libéral provisoire a choisi d'honorer les engagements de la Russie et de poursuivre la guerre, à Saint Pétersbourg et au sein de la société, Lénine et les bolchéviques diffusent une propagande très efficace sur la nécessité d'une révolution sociale et de la fin de la guerre impérialiste. Les « révolutionnaires » se réveillent donc. Cette version officielle de l'état-major met l'accent sur un facteur extérieur : la renaissance du mouvement socialiste international, bientôt à l'initiative des bolchéviques russes. Les rumeurs évoquent la tenue prochaine d'une réunion de l'Internationale à Stockholm, purement hypothétique : l'Internationale a périclité, incapable d'empêcher le conflit, et un congrès-croupion a juste eu lieu à Zimmerwald, en Suisse, en 1915, ne parvenant pas à mobiliser des socialistes qui, partout, font partie des gouvernements d'union nationale.

*La lassitude de la guerre.* En réalité, sur le terrain, on peut ne généraliser le poids des idées « rouges » : les soldats en ont juste marre, les derniers sacrifices inutiles ne passent pas. Un texte se diffuse qui rend compte du désarroi et de la lassitude des soldats : la « chanson de Craonne ». Elle demeure la plus connue des chansons françaises de la guerre 14-18. Elle reste associée à la mémoire du Chemin des Dames. En réalité, il s'agit de l'actualisation d'une ancienne chanson de tranchée qui remonte à 1915. Les premières versions sont chantées par les soldats en Artois après de grandes offensives ratées. Une autre version circule en 1916 pour évoquer Verdun. Les « auteurs » demeurent anonymes. Elle connaît une diffusion clandestine sur le front jusqu'en 1919, date de la première publication du texte. Les continuels changements de secteur des différentes unités (de l'Artois à Verdun, de l'Argonne à l'Aisne), les rencontres de permissionnaires ou de convalescents, malgré la censure qui veille, provoquent la circulation simultanée de plusieurs versions qui peuvent se mêler à l'occasion. Rétrospectivement, on y a vu une chanson révolutionnaire, pacifiste et antimilitariste. C'est sans doute extrapoler sur la portée de certains mots. D'autant que des premières versions circulent bien avant le moment des mutineries. La chanson est l'exutoire de la lassitude et d'une certaine révolte des combattants. Elle reste un document utile pour comprendre un peu l'imaginaire et la vie des tranchées. Elle évoque « la relève » (échanges d'hommes 1<sup>ère</sup> ligne et lignes-arrières), très importante pour les poilus, signifiant la fin du danger pour les uns et le risque de mort pour les autres. Elle fait aussi allusion aux « embusqués » ; aux planqués de l'arrière. Elle montre la rancœur des poilus qui s'imaginent qu'on rit à Paris sur les « grands Boulevards », ce qui n'est pas faux : il reste une vie mondaine (restaurants, spectacles, conférences...) mais très affectée par le couvre-feu qui protège Paris des bombardements nocturnes. La chanson dénonce l'inhumanité des politiciens et des chefs

militaires qui sacrifient toute une jeunesse dans les tranchées : « nous sommes tous condamnés, nous sommes les sacrifiés ».

*Controverses historiographiques.* Mais la question des mutineries soulève aussi des controverses historiographiques : les historiens prenant le contrepied de l'approche en termes de « culture de guerre » (Rémy Cazals) perçoivent les mutineries comme l'expression d'un désir de paix, montrant que les soldats restent des êtres humains. Mais les historiens de l'école de Péronne (Audoin-Rouzeau, Becker) ne voient pas les mutineries comme un contre-argument à leur théorie : pour eux certains indices des mutineries démontrent la persistance de la « rage exterminatrice » qui caractérisait les soldats. Ils font remarquer qu'il n'y a jamais eu de mutinerie en première ligne (mais toujours dans les lignes-arrières) où l'on fait la guerre. Ensuite, ils considèrent, à la lecture des témoignages de soldats, qu'on ne se révolte pas contre la guerre en elle-même mais contre le commandement, *la manière de faire la guerre*. Les soldats rejettent un commandement imbécile, déconnecté du terrain, qui est incapable de donner des directives cohérentes, et revendiquent le droit de gérer eux-mêmes la guerre... Pour André Loez, les rumeurs sur la possibilité d'une sortie du conflit (et l'espoir suscité par la révolution russe et la « libération » des diverses idées socialistes et pacifistes portées par les Conseils ouvriers/Soviets) expliquent les mutineries comme une sorte de mouvement social. Bref, il y a une multitude d'interprétations car il y a aussi une multitude d'attitudes différentes de rejet de la guerre : réunions, défilés, chants (comme *L'Internationale*), pétitions réclamant des gouvernements à saisir les offres de paix (l'Allemagne avait fait une proposition de paix en décembre 1916, rejetée car elle supposait pour le Reich de garder tous les territoires conquis... ; en 1917, l'Autriche-Hongrie tente une négociation qui sera rejetée par les Alliés), désobéissance aux ordres... Enfin, en ce qui concerne la sociologie des mutins, on trouve un grand nombre de travailleurs manuels, d'employés et de membres des classes moyennes. Il y a très peu de cultivateurs et, parmi les ouvriers, on trouve de nombreux ouvriers du bâtiment et peu de la métallurgie.

*La résolution de la crise et sa mémoire.* Dans l'immédiat, les mesures du nouveau chef d'état-major Philippe Pétain calment le jeu et résorbent la crise militaire. Il plaide pour un repli sur la défensive, améliore le système des permissions, améliore l'intendance, promettant à chaque soldat au moins un litre de vin par jour.... Et notamment du « vin Mariani », un vin stimulant très populaire à la Belle Epoque, qui mélange vin rouge et ... feuilles de coca (alors pas encore considérées comme produit stupéfiant) ! Les meneurs des mutineries sont cependant jugés en conseils de guerre : 3 500 jugements dont 550 condamnations à mort ... mais seulement 49 peines exécutées (alors qu'en Italie, plus de 600 soldats sont fusillés en 1917 pour mutinerie/désertion). S'ajoutent des condamnations à la prison et aux travaux forcés. En juin 1917, la vague des mutineries est retombée en France. Mais elle demeurera longtemps un tabou dans la mémoire nationale. Jusqu'aux années 1970, l'épisode n'était pas mentionné dans les manuels d'histoire. La mémoire des mutins n'était pas honorée à égalité avec celle des autres combattants : ils restaient des déserteurs. En 1998, le Premier ministre socialiste Lionel Jospin a brisé le tabou en réhabilitant officiellement la mémoire des mutins, mais ce faisant il a encore suscité de nombreuses critiques à droite.

### 3/ La crise sociale

*Reprise des grèves.* Mais la crise de 1917 est aussi sociale. Une série de grèves importantes traverse tous les pays. En France, on compte 696 grèves en 1917, soit 293 000 grévistes, dans tous les métiers, et pas seulement l'industrie de l'armement. Les raisons en sont : la lassitude d'une guerre absurde qui dure depuis trop longtemps, les cadences de travail infernales dans les usines, la hausse des prix (l'inflation est toujours très forte en contexte de guerre) et la stagnation des salaires. Elles montrent que le consensus de l'Union sacrée est en train de se fissurer.

*Le cas original des midinettes.* Ce qui est original, c'est que la première grève d'envergure est déclenchée à Paris dans un secteur nullement concerné par la guerre : la haute couture, avec ses ouvrières. C'est « la grève des midinettes ». Le terme de « midinette » renvoie aujourd'hui à une « jeune fille simple et frivole, à la sentimentalité naïve », avec une connotation péjorative ou amusée. Mais ce sens n'apparaît que dans les années 1920. À l'origine, le terme, qui date des années 1890, désigne une catégorie socioprofessionnelle bien particulière, celle des couturières et des modistes de la haute couture parisienne : fabrication de robes, de manteaux et de chapeaux. Elles sont l'élite de la classe ouvrière féminine parisienne et travaillent dans les grandes maisons de couture : Jeanne Lanvin, Zimmermann, Ibanez, Drecoll, Paquin... dans les quartiers chics, autour de la rue de la Paix. On peut évaluer leur nombre à environ 20 000 (10 000 modistes et 10 000 couturières), ce qui représente entre un tiers et un cinquième de la totalité des couturières de la capitale à la Belle Époque. Et ce sont elles qui osent lancer une grève d'envergure qui va en inspirer d'autres. Leurs revendications portent sur des hausses de salaires et l'octroi de la « semaine anglaise » (samedi après-midi libre) : des revendications syndicales de la Belle Époque ressurgissent ici. Elles reçoivent le soutien d'une partie de l'opinion et de la gauche socialiste. Les midinettes incarnent aussi une certaine transformation de la place de la femme dans la société. Pour l'historienne Anaïs Albert, la grève de 1917 initiée par les midinettes est avant tout l'indice d'une plus grande indépendance de la femme travailleuse, à l'aube de la société de consommation. Lectrices informées et engagées, les midinettes sont déjà structurées en tant que profession capable d'imposer des revendications pour améliorer leur condition (au même titre que les ouvriers masculins). Si l'*Humanité* se fait écho de leurs combats, les midinettes bénéficient aussi de l'attention d'un autre journal, organe de la CGT, qui leur consacre une rubrique quotidienne pour en faire des ouvrières conscientes de leurs pratiques d'achat : *La Bataille Syndicaliste*. Elles obtiendront gain de cause par une loi du 11 juin 1917, tout en introduisant l'idée de conventions collectives qui ne sera reprise que plus tard. Pour l'historien de l'économie Claude Didry, en forçant les pouvoirs publics à intervenir et en imposant à ces derniers le salaire minimum dans l'industrie du vêtement, elles ont fait office d'« avant-garde oubliée du prolétariat ».

*D'autres grèves à l'initiative de la CGT.* Mais, à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 1917, la grève s'étend aux industries d'armement, ce qui est très préoccupant pour la suite de la guerre. La CGT, dont les effectifs ont gonflé (de 400 000 avant-guerre, ils s'étaient effondrés à 100 000 en 1916 ; ils repassent à 300 000 en 1917 puis à 600 000 en 1918) accompagnent ces soulèvements. Mais l'État a tendance à ignorer les syndicats qui le lui rendent bien. En

1917, la CGT, via Léon Jouhaux, dénonce le décret de janvier sur l'arbitrage obligatoire considéré comme une atteinte au droit de grève.

#### 4/ La crise politique

*De la crise pacifiste à un regain d'espionnite.* Le gouvernement d'Alexandre Ribot, de mars à septembre 1917, a beaucoup de mal à gérer la crise sociale. A cela s'ajoute une série de scandales, montrant l'accroissement et la diffusion des idées pacifistes. L'un de ces scandales est celui du *Bonnet rouge* : un journal anarchiste qui paraissait toujours depuis le début de la guerre, sachant louvoyer avec la censure, n'appelant jamais officiellement à la désertion. Mais il était la bête noire de l'*Action française* qui soutenait l'effort de guerre par esprit nationaliste. Ciblé pour son pacifisme de plus en plus apparent, une enquête révèle que le journal reçoit des financements ... allemands, transitant par la Suisse. On y voit un complot par lequel les Allemands essaieraient de faire s'effondrer l'Arrière en France : on ne peut remonter cependant l'origine des fonds jusqu'aux autorités allemandes et il peut très y avoir depuis l'avant-guerre des sympathisants/donateurs anarchistes en Allemagne, mais des doutes subsistent. Miguel Almeyréda (Eugène Vigo, de son vrai nom), le rédacteur en chef, ancien militant anarcho-syndicaliste est arrêté : il est retrouvé mort dans sa cellule dans des circonstances douteuses. Mais l'affaire rebondit et devient une « nouvelle affaire Caillaux » : Joseph Caillaux avait des liens avec Almeyréda et finançait aussi le journal. Louis Malvy est aussi compromis. Malvy doit alors démissionner, accusé par Clemenceau d'être en relation avec les Allemands et de laisser faire sciemment l'agitation sociale et syndicale. On lui reproche de ne pas avoir fait arrêter les personnes inscrites sur le carnet B en 1914. On accuse Caillaux d'avoir pris contact avec les Allemands pour discuter de la paix. L'affaire « Bolo-Pacha » éclate en parallèle : on découvre qu'un obscur aventurier, un temps représentant en champagne, Paul Bolo, surnommé « Bolo-Pacha », en raison de ses amitiés avec le khédivé d'Egypte avant 1914, est effectivement un agent de l'Allemagne ayant reçu des fonds (de la Deutsche Bank précisément), transitant par des banques suisses et américaines, pour approcher les journaux français et les convaincre de diffuser des idées pacifistes. Arrêté, il passe en conseil de guerre et est fusillé au printemps 1918. Par ailleurs, Aristide Briand est touché également par cette chasse aux pacifistes : il est accusé de s'être rapproché de l'Allemagne par ses contacts diplomatiques. Ce qui est vrai : il a mobilisé ses contacts pour essayer de sonder les Allemands et de leur proposer éventuellement une paix de compromis à condition de rentrer l'Alsace-Moselle, mais sa proposition est restée sans réponse. En cette année 1917, on voit des pacifistes – espions à la solde de l'Allemagne partout. Une autre affaire d'espionnage (avérée) fait la Une des journaux : l'affaire Mata Hari. Il s'agit du nom de scène d'une danseuse exotique néerlandaise, Margaretha Geertruida Zelle, qui pratique les danses javanaises. C'est une célébrité et une femme à la vie tumultueuse, avec une multitude d'amants de tous les pays. Et elle transmet aux Allemands des renseignements recueillis sur l'oreiller auprès d'officiers français : elle est jugée pour espionnage et fusillée en octobre 1917. Notons au passage que la Grande Guerre fut aussi une guerre d'espions : le cas le plus célèbre est celui de la Lilloise Louise de Bettignies qui, en zone occupée, espionne les Allemands dès 1914, mais elle est exécutée par ses derniers en 1916.

*Rupture de l'Union Sacrée et tentation de la paix de compromis.* Toujours est-il que la campagne anti-pacifiste braque la gauche. En septembre 1917, les socialistes quittent l'Union sacrée et le gouvernement : rentrant dans l'opposition, ils réclament ouvertement la paix. Le même processus a lieu en Allemagne, où les socialistes du SPD et les catholiques de centre-droit du Zentrum réclament désormais la paix également (c'est la fin du *Burgfrieden*). En France, le nouveau Président du Conseil Paul Painlevé ne tient que deux mois et on l'accuse de vouloir prêter attention aux propositions de paix de l'Autriche-Hongrie, qui n'en peut plus de son côté. Sa chute sur un vote de l'Assemblée semble indiquer que l'instabilité parlementaire est de retour. De leur côté, les Autro-Hongrois sont fatigués aussi. L'Empereur François-Joseph est mort en 1916 et son héritier Charles Ier est une autorité contestée : lui-même ne croit pas en la guerre. Dès le printemps 1917, il envoie des émissaires aux Français et aux Britanniques pour proposer la paix. Mais ces tentatives échouent car l'Autriche-Hongrie souhaite des compromis dont les alliés ne veulent pas, exigeant de leur côté la reconnaissance d'une défaite totale et sans conditions. De son côté, le pape Benoît XV tente une médiation entre les belligérants pour avancer l'idée d'une paix, s'appuyant sur l'Autriche-Hongrie. Mais personne ne veut de compromis. L'année 1917 est donc pleine de paradoxes : le mouvement pacifiste renaît et gagne de l'ampleur, des propositions de paix sont même formulées mais personne ne veut entendre parler de compromis (territoriaux, économiques...). Pour les historiens de la culture de guerre, c'est comme si cette dernière avait tellement contaminé les esprits des dirigeants qu'ils ne parviennent plus à arrêter la grande tuerie, et à témoigner en faisant ainsi de faiblesse face à l'ennemi.

*Le retour de Clemenceau.* La réponse aux crises sociale et politique viendra de la décision du Président Poincaré, qui reste quant à lui sur une ligne patriotique et intransigeante, d'appeler comme dernier recours quelqu'un qu'il déteste personnellement mais dont il sait qu'il a l'autorité suffisante pour rétablir l'ordre et l'unité nationale : Clemenceau. Ce dernier dénonce depuis le début de la guerre la censure et le bourrage de crâne (il a rebaptisé dès 1914 son journal *L'homme libre* en *L'homme enchaîné*) mais c'est un partisan de la victoire totale. Clemenceau forme son gouvernement le 17 novembre 1917, dans une situation désespérée (Lénine a pris le pouvoir en Russie et a annoncé son retrait du conflit) : que des personnalités peu influentes, manière de signifier qu'il sera le seul et unique chef. Il renoue ainsi avec son autoritarisme et ses vieilles conceptions centralisatrices jacobines. Le 11 décembre 1917, il ouvre des poursuites judiciaires contre Malvy et Caillaux, devant le Sénat siégeant en Haute Cour de Justice, au terme desquelles ils sont condamnés début 1918 à 5 ans de bannissement pour le premier, 3 ans de prison contre le deuxième, pour « intelligence avec l'ennemi en temps de guerre ». Clemenceau fait arrêter de nombreux leaders syndicalistes pour intimider les grévistes et faire cesser effectivement les grèves. Il fait, malgré le danger et son grand âge (76 ans), des tournées sur le front auprès des soldats qui apprécient cette proximité. Dans un discours du 8 mars 1918 à la Chambre, il résume son action : « Ma politique étrangère et ma politique intérieure c'est tout un : politique intérieure, je fais la guerre, politique extérieure je fais la guerre, je fais toujours la guerre ». Au printemps 1918, le « Tigre » nomme trois socialistes commissaires de gouvernement, pour faire comme si l'Union sacrée était ressuscitée.

*Contexte général de la guerre mondiale fin 1917.* La triple-crise est donc surmontée, mais la guerre continue. Et c'est toujours la guerre d'usure, extrêmement meurtrière. Sur les fronts, les choses bougent à la fin de l'année : en décembre 1917, la Roumanie se retire du conflit, mais l'équilibre du rapport de force dans les Balkans n'en est pas trop affecté. Depuis juin 1917, la Grèce, qui avait changé de souverain, était rentrée en guerre, aux côtés des Alliés finalement, afin de disputer aux Ottomans des territoires sur lesquels vivent des minorités grecques. Mais l'horizon s'obscurcit pour la Triple-Entente sur d'autres fronts, sans pour autant que la catastrophe n'arrive : les incertitudes demeurent. Les bolchéviques en Russie prennent le « décret sur la paix ». Un premier texte de cessez-le-feu est conclu avec l'Allemagne en décembre 1917 mais les pourparlers trainent ensuite en longueur. Coup de frayeur également sur le front alpin, qui cède. Les Austro-Hongrois parviennent à briser les lignes italiennes lors de l'assaut de Caporetto début novembre 1917, au terme d'une véritable bataille décisive. Les Français doivent envoyer un corps expéditionnaire en Italie du Nord pour protéger Venise. Mais, finalement, la percée s'essouffle et les Austro-Hongrois piétinent dans les marais d'Italie du Nord. Quant aux Américains, ils ne sont pas encore prêts...

## **II/ De la fin de la guerre au Congrès de Versailles (1918-1919)**

### **A/ Un dénouement brutal et expéditif pour une guerre si longue**

#### **1/ Le retour à la guerre de mouvements au printemps 1918**

*L'offensive allemande de 1918.* Ce n'est pas pour autant que le conflit s'achève puisque l'on se bat jusqu'en novembre. L'initiative revient aux Allemands pour qui le temps est compté. Il faut rapatrier l'armée de l'Est au plus vite avant l'engagement des soldats américains à l'Ouest. Mais les bolchéviques tergiversent. En février 1918, les Allemands lancent alors une grande offensive en Russie qui est une brillante réussite, vu qu'il n'y a plus vraiment d'armée en face. Ils conquièrent en quelques jours l'Ukraine, les Pays Baltes et progressent vers Saint-Petersbourg. Du coup, les bolchéviques signent d'urgence le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918) qui fait perdre à la Russie une quantité énorme de territoires. L'avantage va alors tourner en faveur de l'Allemagne qui rapatrie en 15 jours un million de soldats de l'Est. Puis le 21 mars 1918 est lancée l'offensive Mickaël. Pour la première fois depuis quatre ans, cette offensive réussit et déloge les Alliés. Ludendorff, qui a planifié l'offensive, a visé en Picardie la jonction des armées françaises et britanniques. Une brèche de 80 km est ouverte. S'en suit un assaut de diversion en Champagne puis un nouvel assaut dans l'Aisne et le front français est complètement ouvert : l'armée allemande file vers Paris. Le 30 mai, les Allemands atteignent la Marne à Château-Thierry et se retrouvent presque au même niveau qu'en septembre 1914. Le danger est tel que les Alliés décident de créer un commandement militaire unique confié au maréchal français Ferdinand Foch. S'en suit un moment de peur-panique chez les Alliés et de regain d'optimisme en Allemagne. Lassé des négociations de paix séparée des Austro-Hongrois, convaincu que son offensive lui apportera la victoire, Guillaume II oblige Vienne à signer un nouveau pacte d'alliance qui satellise l'Autriche-Hongrie au Reich.

*Le retour de la crise sociale à l'Arrière.* De leur côté, Paris et Londres connaissent à nouveau d'importantes journées de grèves au printemps 1918. Les responsables de l'Entente estiment impossible de remporter la

victoire avant 1919, un délai indispensable à la montée en puissance du concours américain. Mais la cohésion des sociétés belligérantes est sur le point de se défaire à nouveau : les pertes, les deuils, l'épuisement au travail, les privations... Les grèves reprennent également, notamment dans les usines Renault, et dans les usines d'armement, touchant jusqu'à 100 000 (voire 180 000 selon certaines estimations) à Paris, Lyon et Saint-Etienne. Le débrayage commence cependant, pour des raisons patriotiques, lorsque la grande offensive allemande commence à reculer à partir du 1<sup>er</sup> mai. Le 13 mai, les ouvriers de Renault lancent la « grève des bras croisés ». On dénonce le rappel récent des jeunes classes alors qu'il n'y a toujours aucune perspective sur la fin de la guerre. Puis le mouvement gagne l'Isère, le Gard, Bourges, Vienne, puis Saint Etienne. Les femmes tentent en parallèle d'empêcher le départ des trains avec les jeunes conscrits de la dernière classe d'âge mobilisable. Le mouvement apparaît comme plus organisé par des syndicats minoritaires, comme le CDS. Mais l'armée, envoyée par Clemenceau, disperse les rassemblements. Le Président du Conseil craint cependant le péril révolutionnaire et un scénario à la russe : une partie de la CGT s'est enthousiasmée pour le marxisme-léninisme. Toutefois, le devoir patriotique semble devoir prendre le dessus. Le conflit cesse dès juin : des syndicalistes comme Georges Dumoulin ou Alphonse Merrheim (pourtant grand théoricien avant-guerre de la grève révolutionnaire et de « l'action directe » contre le patronat) craignent pour la victoire... Clemenceau mènera ensuite le pays jusqu'à la victoire finale en novembre 1918.

*La grippe espagnole.* Enfin, se développe une curieuse pandémie de grippe, qu'on appellera ensuite la « grippe espagnole » et qui tue les gens en masse : 200 000 morts, civils et militaires, environ dans chaque société belligérante, de 1918 à 1920... 30 000 soldats français meurent de la grippe espagnole au printemps 1918. Elle emporte aussi en France quelques célébrités : Edmond Rostand, Guillaume Apollinaire... Ailleurs aussi : Egon Schiele, Franz Kafka, Max Weber... Le moral est au plus bas. Au total, la grippe espagnole fera entre 50 et 100 millions de morts dans le monde entier (soit entre 3 et 5% de la population mondiale)... Elle est surnommée ainsi, du point de vue français, car seuls les journaux espagnols en parlent : l'Espagne est neutre et il n'y a pas de censure alors que les sociétés belligérantes censurent l'information sur la pandémie pour éviter de trop affecter le moral de populations déjà affaiblies par quatre années de guerre totale. Le foyer de la pandémie fait toujours l'objet d'hypothèses mais les premiers cas sérieux ont été authentifiés aux Etats-Unis : ce sont les soldats américains qui la ramènent en Europe d'où elle se diffuse dans le monde entier. Les médecins préconisent les gestes-barrières, mais surtout en Suisse (pays neutre) et aux Etats-Unis où le port du masque est obligatoire dans les transports publics de nombreuses villes. La Croix Rouge fabrique des masques pour les soldats.

*La contre-offensive alliée de l'été 1918.* Quand soudain le miracle se produit : les troupes allemandes ne parviennent plus à avancer, en partie grâce aux effets du Blocus économique qui a entraîné un rationnement du caoutchouc et du carburant qui empêche aux véhicules d'accompagner l'infanterie. Les unités ralentissent, patinent puis stoppent net. Pendant ce temps-là, les Alliés peuvent reconstituer leurs réserves et contre-attaquer. Le rapport de force s'égalise en juin avec la « deuxième bataille de la Marne » : en réalité, elle s'est jouée plus à l'Est qu'en 1914, à proximité de de Reims. Ce mois-là, les troupes américaines sont enfin engagées

(au Bois Belleau, dans l'Aisne) mais leur efficacité laisse à désirer : le taux de perte est impressionnant, les Américains ne savent pas se battre. Mais l'apport américain réside dans autre chose : les chars d'assaut, produits en masse par une industrie américaine en passe de devenir la première du monde, et l'impact psychologique de leur engagement, qui rassure les troupes françaises et britanniques. Les chars américains et français (Renault produit des chars FT17 très légers et mobiles) se distinguent par leur grande mobilité. Foch lance la grande contre-offensive interalliée en juillet 1918 : le mois suivant commence le reflux allemand. L'état-major allemand paye aussi certains choix stratégiques antérieurs en matière de production de matériel de guerre. Guillaume II et ses généraux ne croyaient pas aux chars d'assauts, vu la lenteur et l'inefficacité des premiers modèles britanniques. Ils ont décidé dès 1916 de ne pas miser sur la fabrication en masse de blindés et les nouveaux modèles (alliés) de 1918 sont beaucoup plus efficaces. De même, à l'été 1918, l'usage étendu par les Alliés de l'automobile et des camions apporte un soutien logistique décisif à l'arrière des unités qui permet enfin d'exploiter rapidement les percées dans les lignes ennemies. Tandis que le choix de l'état-major allemand portait encore l'utilisation du chemin de fer, très peu flexible, pour approvisionner les lignes depuis l'Allemagne. Mais, au bout de plusieurs mois de combats, finalement, la nouvelle guerre de mouvement n'a pas, à l'Ouest, étendu la guerre sur de nouveaux horizons : on se bat toujours dans les mêmes régions et les Allemands n'ont dépassé la limite extrême de leur avancée de 1914. En reculant, les Allemands reprennent les opérations de destruction systématique, une sorte de politique de la terre brûlée pour ralentir la progression des forces de l'Entente, avec acharnement. Ouvrages d'art, voies de chemin de fer, installations et matériels civils, établissements industriels, mines sont systématiquement démontés, incendiés, minés, dynamités...

## **2/ Vers l'armistice du 11 novembre 1918**

*Contexte général : la défaite des alliés de l'Allemagne.* A l'automne 1918, l'Allemagne perd tous ses alliés et se retrouve seule. Dans les Balkans, une armée franco-serbe, partie de Salonique, refoule les Bulgares qui demandent l'armistice : il est signé le 4 octobre. L'Empire Ottoman jette aussi l'éponge : les Britanniques, appuyés sur les Arabes, prennent Bagdad, Mossoul, Damas, Alep et remontent vers le Nord. Paniqué, le sultan demande l'armistice qui est signé le 30 octobre 1918 à Moudros. L'Autriche-Hongrie succombe sous la proclamation de divers Etats par les minorités nationales de l'Empire. Depuis le début de la guerre, les Alliés appuient de fait les revendications politiques des exilés de l'Empire qui défendaient depuis longtemps la cause de leur minorité. Beaucoup de Tchèques se sont ainsi installés en France : à l'automne 1915 s'était constitué le Comité d'action tchèque, à Paris, demandant la création d'un Etat tchécoslovaque. En février 1916, Thomas Masaryk, ancien député et professeur de philosophie à l'université de Prague, Edouard Benes et Milan Rastislav Stefanik (slovaque) créent la « Légion tchèque » : ce sont des volontaires qui intègrent l'armée française et l'armée russe. Elle compte 100 000 membres à la fin de la guerre, qui ont pris les armes contre l'Empire dont ils sont issus. En Italie, on trouve des comités croates. Au printemps 1918, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France laissent entendre qu'ils reconnaitront tout de suite les proclamations d'indépendance des minorités nationales au sein de l'Empire. Ce qui arrive : le 28 octobre, est proclamée la République tchécoslovaque à Prague. A Zagreb, les indépendantistes annoncent la création d'un royaume de Yougoslavie avec la Serbie. La



Hongrie prend son indépendance et même les Autrichiens réclament leur intégration à l'Allemagne. En quelques jours, l'Empire n'existe plus et Charles Ier en annonce la dissolution le 1<sup>er</sup> novembre. L'Allemagne est seule contre ... le monde entier : depuis l'automne 1917, plusieurs Etats latino-américains (Brésil, Guatemala, Costa Rica, Cuba...) ont déclaré la guerre à l'Allemagne, sous influence américaine. C'est assez symbolique mais les navires allemands mouillant en Amérique latine sont soudain saisis, ainsi que les avoirs allemands dans les banques d'Amérique latine, ce qui handicape bien le pays à la fin du conflit.

*La demande allemande d'armistice.* Début octobre 1918, le gouvernement allemand, dirigé à nouveau par un civil, le prince Max de Bade, avait envoyé un message au Président américain Woodrow Wilson pour ouvrir des négociations de paix. Les Américains semblent moins agressifs envers l'Allemagne : le discours « des 14 points » de Wilson de janvier 1918, par lequel Wilson rappelait devant le Congrès les buts de guerre américains, s'était montré rassurant sur le sort de l'Empire allemand. S'en suit un mois de négociations par télégrammes, les Américains mettant les autres puissances dans la boucle. Mais une question se pose et se posera longtemps : l'armistice n'est-il quand même pas prématuré ? Plusieurs personnalités françaises veulent continuer la guerre : pour le Président Poincaré, il faut envahir le territoire allemand avant de faire la paix pour être en position de force. Pour Clemenceau, en revanche, si les Allemands acceptent bien leur défaite sans demander aucune concession, alors il faut s'arrêter tout de suite, le conflit ayant fait beaucoup trop de victimes depuis 1914.

*L'Allemagne, entre tentation de la guerre totale et révolution sociale.* Mais fin octobre 1918, l'Etat-major allemand se ravise et Ludendorff pense que la guerre est loin d'être perdue. En effet, les troupes allemandes commencent à encaisser le choc, les Alliés ralentissent dans leur progression et l'Allemagne n'est toujours pas envahie à cette date. L'état-major envisage alors d'adopter une nouvelle logique de guerre, le long d'un axe Anvers-Meuse : Ludendorff élabore un plan qui vise à faire durer une forme de guerre d'usure au moins jusqu'au printemps 1919 et même au-delà (pourquoi pas 1920 ?). Faute de pouvoir établir une nouvelle ligne fortifiée, type Hindenburg, on imagine une zone de combat en profondeur dans un espace densément urbanisé. Les combats de Valenciennes début novembre 1918 en donnent une préfiguration : on assiste à la naissance d'une guerre industrielle portée au cœur même de l'espace urbain, préfigurant Stalingrad, Varsovie ou Berlin, pour citer les grandes batailles urbaines de 1939-1945. Si besoin est, on attendra les Alliés en Allemagne et on les combattrà là-bas jusqu'à la mort, soutient Ludendorff. Comme le soutient l'historien allemand Michael Geyer, on assiste alors à la naissance « d'un imaginaire de la catastrophe qui oblige les citoyens à mourir pour que vive la nation ». Ce qui annonce le thème du combat final qui sera celui auquel appellera Hitler en 1945. Mais cette nouvelle conception ne pourra pas vraiment se concrétiser, puisque, quoiqu'en dise Ludendorff, les soldats allemands en ont assez et de nombreuses mutineries ont alors lieu dans l'armée allemande (avec abandons spontanés et massifs de postes), tandis que des grèves et des révoltes sociales éclatent un peu partout dans l'Empire. Elles commencent avec l'épisode annonciateur de la mutinerie des marins de Kiel le 29 octobre 1918. Plusieurs équipages refusent d'appareiller pour aller combattre la *Royal Navy* en haute mer, les ouvriers se joignent à eux et rapidement tout l'arrière-pays est bloqué. Kiel puis Hambourg, puis Munich : toutes les

grandes villes sont touchées, et bientôt Berlin. C'est le début de la révolution en Allemagne et les négociations d'armistice continuent : les socialistes et le Zentrum prennent les devants.

*L'armistice du 11 novembre.* Le 7 novembre 1918, une commission d'armistice dirigée par Mathias Erzberger, secrétaire d'Etat issu du Zentrum se présente en voiture devant les lignes françaises dans l'Aisne en arborant un drapeau blanc. Les discussions commencent le lendemain dans la clairière de Rethondes dans le train blindé du maréchal Foch, spécialement affrété pour la circonstance. Les plénipotentiaires allemands sont prêts à signer. Quand soudain, coup de théâtre : le 9 novembre, la révolution a éclaté à Berlin, les révolutionnaires annoncent l'abdication de l'Empereur (contre son gré : ce dernier apprend cela dans son quartier général de Spa, en Belgique, et il s'enfuit de là aux Pays-Bas), et les socialistes du SPD proclament la République. Puis l'Allemagne s'enfoncera dans la guerre civile à partir de janvier 1919. Mais, le 9 novembre, tout ceci embarrasse les négociateurs de l'armistice qui ne savent pas quoi dire et eux-mêmes, représentants de l'Empire déchu, n'ont plus de légitimité. Ils doivent téléphoner à Berlin qui ne répond pas, un membre doit repartir en vitesse en Allemagne, les Français menacent d'une nouvelle offensive... La confirmation du gouvernement provisoire allemand finit par tomber. La rédaction du texte d'armistice est entamée. Le 11 novembre 1918, l'armistice est signé au petit matin. A 11h00, les combats cessent, quand retentit le clairon annonçant la fin des hostilités, à la surprise de nombreux soldats qui étaient encore en train de se battre, les négociations d'armistice ayant été tenues secrètes. Ce qui fait que des soldats tombaient encore : Augustin Trébuchon, dernier soldat français tombé au combat, est ainsi abattu sur le front des Ardennes à 10h55... C'est l'un des nombreux paradoxes de la Grande Guerre : après une guerre d'usure de 4 ans dont personne ne voyait la fin, son dénouement est expédié en seulement quelques jours ; en quelques heures. Ce 11 novembre, a lieu dans l'après-midi, une séance exceptionnelle à l'Assemblée nationale : devant des centaines de députés hurlant de joie, Clemenceau fait un discours de circonstance, déclarant : « la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal ».

### **3/ Mais une très lente sortie de guerre (1918-1919)**

*Un armistice très dur.* Les clauses du cessez le feu du 11 novembre sont déjà très dures, ce qui n'est pas dans l'usage des accords de cessation des hostilités (ne pas confondre armistice et traité de paix qui vient normalement après). La convention, qui est valable 36 jours et renouvelable ensuite jusqu'au traité de paix définitif, prévoit l'occupation de la rive gauche du Rhin, annonce des réparations que l'Allemagne devra payer, et refuse de libérer le moindre prisonnier allemand avant l'ouverture des préliminaires de paix. Les Français se montrent intraitables. Mais la situation est complexe puisque le texte d'armistice n'a qu'une valeur temporaire et le traité de paix (de Versailles) n'est signé qu'en juin 1919.

*Une très lente démobilisation des corps et des esprits.* Commence alors une période ambiguë comme le montre l'historien Bruno Cabanes dans *La Victoire endeuillée ; la sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, publié en 2004. L'auteur, qui fait partie de l'école de Péronne et de la culture de guerre, montre que la guerre ne s'est pas arrêtée à la date symbolique du 11 novembre 1918, et ce pour plusieurs raisons. Beaucoup de

contemporains restent dans un imaginaire de guerre qui pourrait reprendre d'un instant à l'autre : on se méfie des Allemands et on connaît leur pugnacité, on redoute une reprise de la guerre lorsque la révolution se sera calmée chez eux. C'est pourquoi la cessation officielle de l'état de guerre n'est décrétée par l'Etat français qu'en octobre 1919, soit 11 mois après l'armistice ! La sortie de guerre est un processus long et douloureux. 5 millions de soldats sont encore sous les drapeaux au soir du 11 novembre et il est décidé de n'en démobiliser qu'un tiers. Les autres sont affectés dans des casernes près du front, prêts à reprendre le combat en cas de reprise de la guerre. Il ne sont démobilisés que progressivement et il faut attendre mars 1921 pour une démobilisation complète (pour la classe 1919) ! L'étude de la correspondance de ces derniers mobilisés montre leur désarroi et leur tristesse de ne pouvoir rentrer chez eux. En même temps, Cabanes parle d'économie morale de la démobilisation et considère que les propos de ses soldats reflètent encore une culture de guerre et une haine de l'Allemand qui ne s'éteint pas du tout du jour au lendemain.

*Des conflits et des guerres locales qui continuent...* Mais tous ne restent pas dans les casernes et sont remobilisés : une partie part occuper la rive gauche du Rhin, comme prévu par le texte d'armistice puis le traité, d'autres vont symboliquement occuper l'Alsace-Moselle récupérée (comme stipulé là aussi dans le texte d'armistice et le traité de paix). Certains sont envoyés en Syrie et au Liban, où la France obtient un droit d'occupation, par mandat confié par la jeune Société des Nations créée en 1920 (embryon de communauté internationale, correspondant à une vision du Président Wilson), sur ces territoires arrachés à l'Empire Ottoman qui implose. Pire, certains vont aller combattre car dès juillet 1918, s'est surimposée à la Grande Guerre une autre logique de guerre : les Alliés décident d'envoyer des corps expéditionnaires en Russie pour aider l'armée « blanche » composée d'anciens partisans du Tsar ou du gouvernement provisoire libéral déchu contre les « rouges » ; le pouvoir bolchévique. Une partie de l'armée française d'Orient est amenée en train, alors qu'elle pensait rentrer en France, à la frontière de la Crimée pour affronter l'armée rouge. D'autres sont envoyés par bateaux, dans le cadre de corps expéditionnaires à Mourmansk et à Arkhangelsk, d'autres encore en Sibérie. Ce sont quelques milliers de soldats qui vont combattre encore jusqu'en mars 1920 pour les derniers. De manière générale, au-delà du simple cas de la France, à l'hiver 1918, d'autres affrontements ont déjà pris ou vont prendre bientôt le relais. Entre 1917 et 1923, Cabanes recense pas moins de 27 conflits violents en Europe : des guerres civiles comme en Finlande (janvier-mai 1918), en Russie (entre 1917 et 1922), en Allemagne (1918-1919), en Irlande (1922-1923) dans lesquelles interviennent des anciens combattants à peine revenus du front (les corps-francs allemands, les *Black and Tans* britanniques en Irlande, les *Arditi* italiens dans les terres irrédentes de l'ex-empire austro-hongrois) ou encore des guerres ouvertes comme la guerre soviéto-polonaise (1919-1921), la guerre gréco-turque (1919-1922)... Tous ces conflits cumulés font un nombre considérable de victimes.

*Une victoire ... « endeuillée ».* Le monde a bien du mal à sortir de la culture de guerre. Pour un historien comme John Horne, il faut attendre 1924 pour voir enfin se démanteler la culture de guerre et, du point de vue français, voire décliner la haine antiallemande. Enfin, la victoire a un goût amer pour les Français : vu l'ampleur du sacrifice, la victoire est « endeuillée » par le souvenir des disparus. Un dessin d'Abel Faivre de novembre 1918 illustre bien l'état d'esprit de la population : on y voit une femme et sa fille pleurer sur la tombe du père de

famille mort à la guerre et la petite demande « Papa sait-il qu'on est vainqueurs ? ». Mis à part les députés, le gouvernement et les chefs d'état-major, la population n'a guère envie de célébrer la fin d'un conflit dont le bilan se chiffrera à 1,4 million de soldats morts (10 millions de morts militaires au total en Europe). Le 14 juillet 1919 ne sera pas marqué par un défilé militaire comme les autres. Il s'agit du « Défilé de la Victoire » où défilent les armées des autres pays vainqueurs. Pourtant ce que l'on retiendra c'est la volonté de faire défiler également les gueules cassées, des infirmes, des blessés qui défilent en hommage aux disparus et aux innombrables morts. Ils donnent à l'ensemble une tonalité extrêmement triste.

## **B/ Le Congrès de Versailles et la vengeance sur l'Allemagne**

### **1/ L'ordre de Versailles**

*Les conférences de la Paix.* En région parisienne s'ouvre début 1919 un cycle de conférences censées accoucher d'un nouvel ordre mondial : la première conférence se déroule à Versailles du 12 janvier au 28 juin 1919. La France est donc l'hôte, récompensée en cela en tant que pays qui a le plus souffert (nombre de morts par rapport à sa population générale, destructions sur son territoire) mais qui a tenu héroïquement jusqu'au bout. La signature du traité a lieu dans la galerie des glaces le 28 juin, là même où l'Allemagne avait proclamé son Empire en janvier 1871, avec Guillaume Ier et Bismarck, après la défaite française. 32 Etats sont invités. Le Conseil suprême est composé de Clemenceau, Wilson, David Lloyd George (Premier ministre britannique), Vittorio Orlando (Président du Conseil italien). C'est ce Conseil qui prend les véritables décisions, malgré l'illusion de quelques assemblées plénières sur différents problèmes de l'Europe et du monde. La Russie n'est pas conviée pour cause de communisme et de guerre civile. Des représentants allemands de la nouvelle République de Weimar assistent aux séances à partir du 24 avril seulement pour prendre connaissance des décisions : ils ont interdiction de négocier. C'est la première fois que des vaincus ne peuvent négocier (même la France avait pu négocier, certes en situation d'infériorité, au traité de Vienne de 1815, à la chute de Napoléon, représentée certes par Talleyrand au nom de Louis XVIII et de la monarchie restaurée). La paix révèle des intérêts divergents : Clemenceau s'oppose à Wilson et souhaite affaiblir durablement l'Allemagne pour éviter une nouvelle guerre. Ayant connu dans sa jeunesse la défaite française de 1871, le vieil homme finit par l'emporter, par sa posture intransigente et sa volonté de prendre une revanche historique sur l'Allemagne. Les Britanniques sont plus prudents, soucieux que la France ne devienne pas la seule puissance continentale. L'Italie ne pense qu'à obtenir ses terres irrédentes (le Trentin, l'Istrie, la Dalmatie, plus des territoires en Asie Mineure et des colonies) que la France et l'Angleterre lui avaient promis lors de son entrée en guerre, par le traité de Londres de 1915. Malgré tout, le Congrès de la Paix va déboucher sur quelques créations et décisions majeures. Mais elles seront étudiées précisément en KS. A part celui de Versailles, d'autres traités signés en région parisienne fixent le sort des alliés de l'Allemagne : traité de Saint-Germain-en-Laye en 1919 (partie autrichienne de l'ex-empire austro-hongrois), traité de Trianon en 1920 (partie hongroise de l'ex-empire austro-hongrois), traité de Neuilly de 1919 (Bulgarie), traité de Sèvres en 1920 (Empire Ottoman). Centrons-nous cette année uniquement sur les décisions concernant l'Allemagne, qui doivent beaucoup à Clemenceau.

*L'humiliation de l'Allemagne.* Le principal traité, de Versailles, qui statue notamment du sort de l'Allemagne, est signé le 28 juin 1919. Les représentants allemands sont contraints de signer le texte après une cérémonie de présentation qui relève de l'humiliation symbolique, en présence d'un groupe de « gueules cassées » françaises. Le chancelier Philipp Scheidemann (artisan de la révolution de novembre 1918) démissionne pour ne pas avoir à signer, mais son successeur Gustav Bauer, est bien obligé de le faire. Pour la première fois dans l'histoire diplomatique, le pays vaincu n'a pas le droit de participer aux discussions et d'exposer son point de vue : même à Vienne en 1815, ou encore à Francfort en 1871 (cf chapitre 2), la France vaincue avait eu le droit de négocier. La paix de jugement (moral) est une autre caractéristique de la guerre totale. Les Alliés envisagent même de créer un tribunal international pour juger Guillaume II pour crimes de guerres mais le projet n'aboutit pas, les Pays-Bas ne voulant pas de surcroît extraditer l'ex-Empereur (il faudra attendre le procès de Nuremberg en 1945 pour avoir un premier tribunal international jugeant un pays vaincu, l'Allemagne une fois encore). Clemenceau impose sa marque dans les discussions et tient à tout prix à faire de la paix une revanche française sur l'humiliation de 1871 qu'il a personnellement connue. Les Britanniques sont plus timorés et John Maynard Keynes, économiste faisant partie de la délégation britannique, parlera de « paix carthaginoise » dans *Les conséquences économiques de la paix* (1919) : la France commet la même erreur que Rome, dans l'Antiquité, imposant à chaque victoire sur Carthage une paix tellement rude que le vaincu n'avait ensuite pour seule obsession que de se venger (guerres puniques).

## **2/ Le diktat imposé à l'Allemagne**

*Les sanctions infligées à l'Allemagne.* L'Allemagne est traitée comme le seul pays responsable de la guerre (art. 231) sans analyse sérieuse des causes du conflit. Pour les Allemands, c'est « le mensonge de la culpabilité allemande » et ils plaident, en vain, la réaction de légitime défense en 1914 (cf chapitre précédent). Sur le plan territorial, l'Allemagne doit restituer à la France l'Alsace-Moselle, la Belgique reçoit les cantons d'Eupen et de Malmédy, le Danemark le Schleswig du nord après plébiscite, la Sarre est placée sous tutelle de la SDN et pourra choisir dans 15 ans entre la France et l'Allemagne par référendum, la Posnanie et une partie de la Prusse occidentale sont amputées au profit d'une Pologne reconstituée dont l'accès à la mer Baltique est assuré par un corridor de 80 km de long qui sépare l'Allemagne de la Prusse orientale. La ville de Dantzig est placée sous contrôle international comme l'est Memel après son annexion par le nouvel Etat lituanien en 1925. La Haute-Silésie, d'abord rattachée à l'Allemagne après le plébiscite de mars 1921, est réoccupée militairement par la Pologne et la SDN décide de partager la région entre l'Allemagne et la Pologne ce qui ne contente personne. En Europe, l'Allemagne perd au total 80 000 km<sup>2</sup> et 8 millions d'habitants. Outre-mer, l'Allemagne perd toutes ses colonies. Elles avaient été occupées par les Alliés. Le Royaume-Uni reçoit l'Afrique orientale (Tanganyika = Tanzanie), l'Afrique du Sud britannique la Namibie. La Belgique reçoit le Rwanda et le Burundi. Cameroun et Togo sont partagées entre France et Royaume-Uni. Les 2/3 du Togo deviennent français, le reste est annexé par la *Gold Coast* britannique (le Ghana). Les 4/5 du Cameroun reviennent à la France, le reste au Royaume-Uni jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les possessions allemandes du Pacifique sont partagées entre le Japon (qui conserve Tsing-Tao en Chine ainsi que les archipels des Marianne, Marshall et Caroline) et l'Australie

britannique (Nouvelle Guinée). Sur le plan militaire, le service militaire est aboli, l'armée est réduite à 100 000 hommes (*Reichswehr*), il est interdit de posséder du matériel lourd. Les commissions alliées viennent donc détruire les avions et les canons dans les arsenaux allemands, au grand dam d'une société allemande pour qui l'armée compte beaucoup. La rive gauche du Rhin est démilitarisée ainsi qu'une bande de 50 km sur la rive droite. Clemenceau réclamait une Rhénanie indépendante et soumise à l'influence française mais les autres vainqueurs refusent. La Rhénanie sera occupée pendant 15 ans, en grande partie par les soldats français, avec évacuation progressive tous les 5 ans. Sur le plan économique et financier : l'Allemagne est jugée comme seule responsable doit payer tous les dégâts. Elle doit s'engager à le faire sans même connaître le montant des réparations. Le montant est fixé par une commission d'experts le 1<sup>er</sup> mai 1921 : il est de 132 milliards de marks-or., une somme colossale. Mais « L'Allemagne paiera » dit le ministre français des Finances Louis-Lucien Klotz. L'Allemagne doit livrer aussi des matières premières (charbon, acier...) à la France. Les mines de la Sarre sont concédées à la France. Un traité complémentaire de garantie est signé le 28 juin 1919 par lequel le Royaume-Uni et les Etats-Unis (mais dans leur cas, ce sera caduque du fait du refus du Congrès, redevenu républicain, de ratifier en 1920 tout ce que Wilson a signé en Europe) s'engagent à assister la France contre toute agression allemande non-provoquée.

*La responsabilité française ?* La « question allemande » est née et elle pose bien des problèmes en perspective. L'Allemagne ne peut pas payer. Son niveau financier de 1919 n'a plus rien à voir avec celui de 1914. Sa monnaie a considérablement perdu de sa valeur. Pendant 20 ans, l'Allemagne n'aura de cesse de dénoncer le « *diktat* » de Versailles. Clemenceau était aveuglé par l'idée de vengeance et stigmatisait la politique expansionniste de Guillaume II. Mais, en 1919, il ne semble pas voir que l'Allemagne avait changé, que la jeune République était une démocratie (« République de Weimar » avec constitution démocratique adoptée à l'été 1919) qui avait soudain tourné le dos à l'autocratie impériale. Ce nouveau régime aurait sans doute mérité d'être soutenu plutôt que d'être mis à genou... Dans ses *Mémoires* publiées en 1931, l'ex-Chancelier allemand Bernhard von Bülow (de 1900 à 1909), évoque cette humiliation, devant la destruction de la force armée, l'amputation de territoires et les réparations qui sont assimilées à un véritable vol, le nouvel encerclement de l'Allemagne... Clemenceau fait signer en effet des traités d'alliance militaires avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, deux nouveaux pays créés en 1919 (décombres de l'Allemagne, de la Russie et de l'Empire austro-hongrois) pour prendre l'Allemagne à revers. Toutefois, en France, certains s'emparent contre un traité qui est jugé... trop modéré envers l'ennemi héréditaire. C'est l'avis de l'Action Française de Maurras par exemple. L'historien Jacques Bainville, contemporain des faits, nationaliste, conservateur, monarchiste et membre de l'Action Française publie en 1920 *Les conséquences politiques de la paix*, qui se veut une réplique à l'essai de Keynes. Il a cette formule qui fait mouche : le traité de Versailles est « trop dur pour ce qu'il a de doux, trop doux pour ce qu'il a de dur ». Mais il faut surtout retenir de son analyse que le traité est trop doux : Clemenceau a été malheureusement modéré par ses partenaires et il aurait fallu diminuer encore plus l'Allemagne, l'écraser totalement pour l'empêcher de se relever. Mais ce scénario a été rendu impossible par les hautes exigences morales de Wilson qui voulait la victoire du Droit et de la démocratie libérale, que n'aime guère Bainville.

**Conclusion :** La France sort durablement marquée et transformée de l'expérience d'une guerre moderne qui a été une guerre de masse, une guerre industrielle et une guerre totale. L'optimisme et la foi dans le progrès de la Belle Epoque sont définitivement révolus : « Nous autres, civilisations, savons désormais que nous sommes mortelles », écrit le poète Paul Valéry dans *La Crise de l'Esprit* en 1919. Le bilan humain, matériel et économique est épouvantable : nous le détaillerons dans le chapitre suivant car toutes les années 1920 se situent dans l'ombre portée de ce terrible conflit.

*Les conséquences sur l'union nationale.* L'Union Sacrée, qui a caractérisé l'état d'esprit de la population entre 1914 et 1917, a laissé également des traces : le modèle républicain est plus que jamais consolidé au sortir de la guerre. L'audience de l'Action Française diminue sérieusement. Certains acteurs de la droite nationaliste connaissent même une extraordinaire conversion au régime républicain, considérant que ce dernier a réussi à rassembler tout le monde dans une même ferveur patriotique. Maurice Barrès, chantre de l'Union sacrée, écrivait par exemple en 1916 : « Nous nous souviendrons toujours du caractère extraordinaires de cette union. Elle ne fut pas la simple excitation et l'expédient d'un peuple surpris par la guerre. Que personne ne vienne nous dire que pour un temps, les uns ou les autres, nous avons mis dans un coin d'armoire, comme un objet inutile, notre foi. Les soldats diront aux générations étonnées que jamais ils n'ont mieux vécu leur foi, que jamais elle ne les a plus soutenus que dans l'instant où ils faisaient l'union... Les catholiques diront : « Nous avons sauvé le catholicisme ». Les socialistes diront : « Nous avons sauvé le socialisme ». Tous ont raison. C'est pour défendre chacun notre foi, chacun notre religion, que nous avons défendu notre patrie commune qui porte toutes nos religions ». Et donc la République qui permet la libre expression de la sensibilité de chacun. Barrès poursuivra sa réflexion dans un essai *Les diverses familles spirituelles de la France* en 1917. Il rend même hommage ... aux juifs, lui l'ancien anti-dreyfusard ! Rapportant notamment l'anecdote du rabbin Bloch : le 29 juillet 1914, Abraham Bloch, aumônier juif de l'armée française, voit un soldat mourant sur le champ de bataille réclamant un crucifix, or il n'y a pas d'aumônier catholique dans la place. Bloch part en courant chercher un crucifix dans un village proche, en plein bombardement, et court l'apporter au mourant. Au moment où il lui tend, un obus allemand pulvérise les deux hommes. Pour Bloch, cet esprit de sacrifice, montrant au passage que les juifs n'ont pas rechigné à accomplir leur devoir patriotique, est un symbole de la fraternité française que la République a réussi à créer, par-delà les différences de religion.